

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 566 / Avril 2019

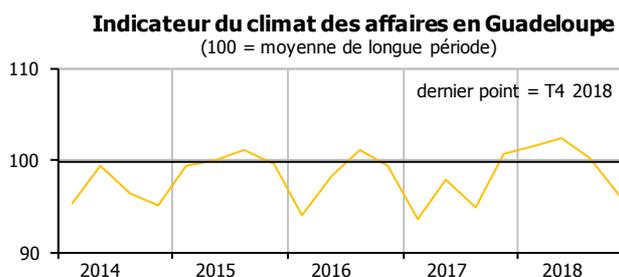
TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2018

La conjoncture économique en Guadeloupe

Le climat des affaires en berne en fin d'année

Au quatrième trimestre 2018, l'indicateur du climat des affaires recule de 4,2 points à 96,2 points. Il s'inscrit en deçà de sa moyenne de longue période. Les craintes des chefs d'entreprise liées au climat social national et l'essoufflement du secteur du commerce, après plusieurs trimestres bien orientés, pèsent sur l'indicateur. Globalement, la nouvelle dégradation des délais de paiement pèse sur les trésoreries, engendrant un renforcement des procédures de recouvrement.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

Cependant, l'activité économique progresse au quatrième trimestre. La consommation des ménages augmente, dans un contexte de légère hausse de l'indice des prix à la consommation (+0,5 %). Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) recule à fin décembre (-1,7 % sur trois mois, CVS). En parallèle, les exportations augmentent (+4,4 %, CVS), tandis que les importations baissent (-3,1 %, CVS). Toutefois, l'investissement privé se tasse, après deux années de forte augmentation.

À l'échelle sectorielle, l'industrie agroalimentaire (IAA) est bien orientée avec une progression des exportations du secteur sur trois mois, tandis que le secteur primaire se rétablit progressivement, mais reste marqué par les stigmates de l'ouragan Maria de 2017. Dans les autres industries, les chefs d'entreprise jugent favorablement le quatrième trimestre, alors que l'activité du secteur du BTP se stabilise après le redressement observé depuis fin 2017. De même, l'activité touristique ralentit, mais demeure à des niveaux élevés. En revanche, le dynamisme du secteur du commerce s'estompe.

DES PERSPECTIVES PLUTÔT FAVORABLES POUR LES ÉCONOMIES DE LA CARAÏBE

Selon la Banque caribéenne de développement (BCD), l'activité dans les économies de la Caraïbe a progressé de 1,9 % en moyenne en 2018 (après +0,5 % en 2017). Malgré un contexte international difficile marqué par une dégradation des relations commerciales entre les principales économies mondiales et la perspective du Brexit, seules la Barbade et Antigua ont connu une baisse de leur produit intérieur brut (-0,6 % et -2,4 % respectivement). La croissance des pays de la zone a essentiellement reposé, selon la BCD, sur une solide performance dans les secteurs du tourisme et de la construction liée à la reprise post-ouragans de 2017. Les perspectives pour 2019 sont plutôt bien orientées : la BCD prévoit une croissance de 2,1 % pour les économies de la zone dans un contexte de hausse des prix des matières premières (or et pétrole).

Selon les données préliminaires de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), le produit intérieur brut (PIB) n'aurait crû que de 1,5 % en termes réels (soit le niveau du taux de croissance démographique naturelle). Le produit du secteur industriel a crû de 1,2 % et celui du secteur agricole de 1,0 %, bénéficiant en 2018 de la clémence du climat.

Après deux années de baisse consécutives, l'activité à Trinidad et Tobago a crû de 1,9 % selon la BCD. Ce rebond s'explique par les bonnes performances du secteur manufacturier. En particulier, la production de pétrole et de produits chimiques (+9,0 %) a soutenu la croissance du secteur, aux côtés de la production de biens alimentaires (+5,6 %). Les efforts de consolidation budgétaire ont, en revanche, contribué négativement à la croissance : le déficit budgétaire a atteint 4,0 % du PIB après 9,1 % en 2017. Les perspectives pour 2019 restent bien orientées (+2,0 %).

L'économie de la Barbade a connu une année 2018 difficile. L'activité économique y est restée morose, dans un contexte de consolidation budgétaire marqué par l'adhésion au programme d'ajustement économique quadriennal du Fonds monétaire international (FMI), la suspension des paiements de la dette extérieure commerciale et la restructuration de la dette intérieure de l'État. Les bonnes performances du secteur du tourisme n'ont pas empêché l'activité de baisser de 0,6 % en 2018. La BCD prévoit une croissance nulle de l'activité pour 2019.

Sources : Banque caribéenne de développement, Haïti libre et Banque Centrale de la Barbade.

Les prix à la consommation progressent

Au quatrième trimestre 2018, l'indice des prix à la consommation (IPC) des ménages augmente de 0,5 % sur trois mois.

Dans le détail, la hausse de l'indice est alimentée par les prix des services (+1,2 %) et de l'alimentation (+0,9 %). Les prix des produits manufacturés sont stables (+0,1 %), tandis que les prix de l'énergie diminuent de 2,5 %. En fin d'année, les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont augmenté leur production, entraînant la baisse des prix des produits pétroliers (-3,4 %).

Sur un an, l'IPC progresse de 0,8 % (+1,6 % en France hors DOM). Les prix de l'énergie augmentent de 1,7 %. La hausse est plus modérée pour les prix de l'alimentation et des produits manufacturés (+0,8 %). Les prix des services progressent de 0,5 %.

Le marché de l'emploi montre des signes d'amélioration

Fin décembre 2018, 54 940 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, données CVS) sont recensés par Pôle emploi, soit une baisse de 1,7 % (CVS) sur le trimestre.

En parallèle, les effectifs salariés du privé sont stables sur trois mois, tandis que le nombre d'offres d'emploi collectées diminue (-3,0 %, en moyenne trimestrielle, CVS).

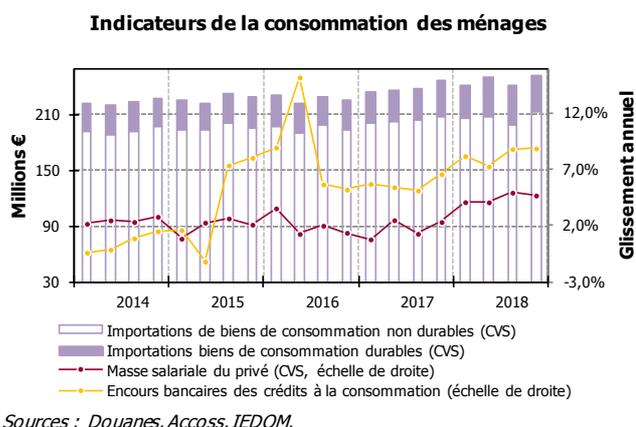
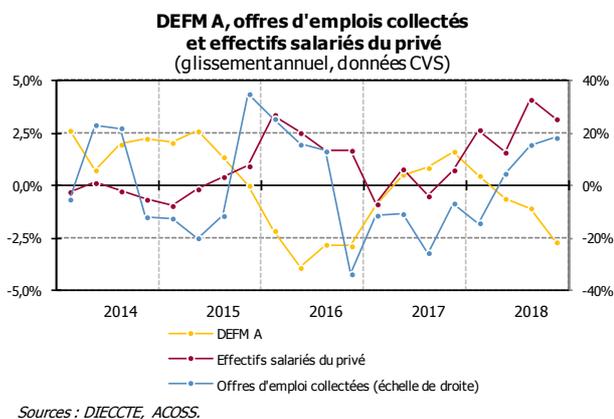
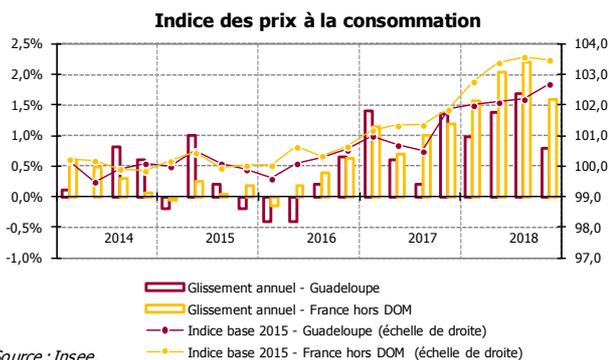
En glissement annuel, les effectifs salariés du privé et les offres d'emploi collectées progressent respectivement de 3,2 % et de 18,2 % (en moyenne trimestrielle CVS). Le nombre de DEFM A baisse de 2,7 % (CVS).

La consommation des ménages s'inscrit en hausse

Globalement, le montant des importations de biens destinés à la consommation des ménages s'inscrit en hausse au dernier trimestre de 2018. La hausse provient essentiellement des importations de biens de consommation non durables (+6,8 %, CVS). En particulier, les produits agroalimentaires augmentent de 6,2 % (CVS). Les importations de biens de consommation durables, quant à elles, reculent. (-5,5 %, CVS).

Les encours de crédit à la consommation et la masse salariale des effectifs du privé progressent (respectivement +3,0 % et +0,9 %, CVS).

Sur un an, les importations de biens de consommation non durables et durables augmentent respectivement de 2,0 % (CVS) et 1,9 % (CVS). Les sources de financement de la consommation s'orientent également à la hausse qu'il s'agisse des encours de crédit à la consommation (+8,9 %, CVS) et de la masse salariale des effectifs du privé (+4,7 %, CVS).

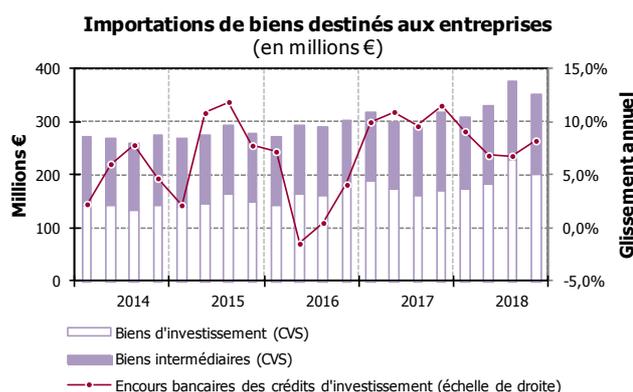


L'investissement privé se tasse

Au quatrième trimestre 2018, les importations de biens d'investissement reculent de 11,5 % (CVS), tandis que les importations de biens intermédiaires progressent légèrement (+1,8 %, CVS). En parallèle, les crédits d'investissements et les crédits immobiliers augmentent (respectivement +3,6 % et +1,3 %).

En glissement annuel, les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires s'orientent à la hausse (respectivement +17,6 % et +2,2 % CVS). Les crédits d'investissement et les crédits immobiliers progressent sur un an (respectivement +8,2 % et +4,6 %).

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'investissement privé devrait se stabiliser en 2019, après deux années de nette augmentation.



Sources : Douanes et IEDOM.

Hausse des exportations et baisse des importations

Au quatrième trimestre, les exportations progressent de 4,4 % (CVS). La hausse provient essentiellement, de réexpéditions de produits pétroliers. Les exportations de biens d'investissement augmentent toutefois de 17,7 % (CVS), du fait de ventes de bateaux en fin d'année.

Les importations baissent de 3,1 % (CVS), en particulier pour les biens d'investissement et l'énergie (respectivement -11,5 % et -11,8 %, CVS). Ces baisses sont toutefois atypiques. Hors biens d'investissement et énergie, les importations progressent (+2,3 %, CVS). Les importations de biens d'investissement diminuent du fait d'une baisse du nombre de véhicules automobiles importés au quatrième trimestre, après une forte hausse au troisième trimestre. Les concessions automobiles avaient en effet anticipé leurs achats durant l'été 2018, avant l'entrée en vigueur d'une nouvelle norme européenne en matière d'homologation des véhicules neufs. La diminution des importations d'énergie (-11,8 %, CVS) résulte d'une quantité de pétrole importée moins importante concomitante à une baisse des prix.

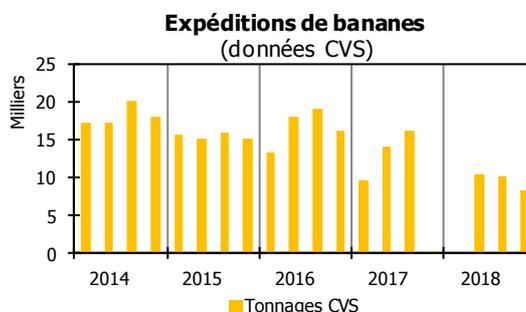
Sur un an, les importations augmentent de 3,8 % (CVS), tirées par les importations de biens d'investissement (+17,6 %, CVS). Leur hausse provient essentiellement d'importations de véhicules automobiles et de matériel de navigation. Hors biens d'investissement, les importations sont stables par rapport au quatrième trimestre 2017. Les exportations reculent légèrement en glissement annuel (-0,8 %, CVS).

Une activité sectorielle mitigée en fin d'année

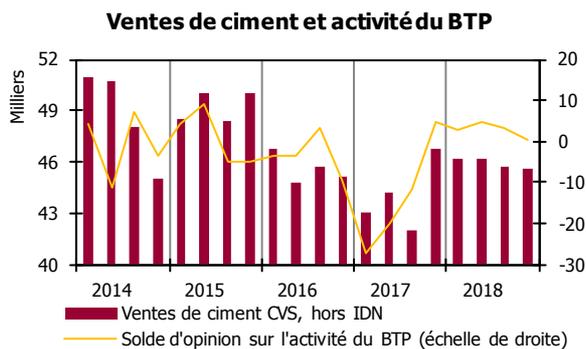
Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM, le niveau d'activité se stabilise au quatrième trimestre 2018, toutefois, les effectifs progressent. Ils font état de charges plus importantes, ainsi que d'une dégradation de leur trésorerie. Face à un nouvel allongement des délais de paiement, plusieurs entreprises interrogées par l'IEDOM ont précisé avoir systématisé le recours aux procédures de recouvrement pour juguler le phénomène.

Dans le secteur **primaire**, le volume des bananes exportées progresse de 27,8 % au quatrième trimestre. Cependant, la production demeure en deçà des niveaux précédant Maria. Les exportations de bananes ne représentent également que 56 % (CVS) de celles du quatrième trimestre 2016. Dans l'élevage, les abattages diminuent. En hausse depuis 2015, le volume de porcins abattus recule (-4,6 % sur trois mois, CVS).

Les professionnels du secteur des **IAA** considèrent que leur activité est bien orientée au quatrième trimestre. En effet, les exportations du secteur progressent de 3,8 % (CVS). En glissement annuel, elles régressent toutefois de 11,5 % (CVS). Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité du secteur devrait se stabiliser au premier trimestre 2019. Ils anticipent de plus une baisse des prix.



Sources : CIRAD, CVS IEDOM.



Dans le secteur du **commerce**, l'activité s'essouffle selon les chefs d'entreprise interrogés. Leur trésorerie se dégrade. La hausse des effectifs se poursuit tout de même.

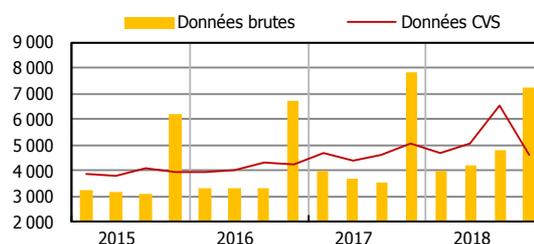
S'agissant du commerce automobile, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs recule au quatrième trimestre (-29,0 %, CVS), en raison du phénomène d'anticipation des achats au troisième trimestre qui a précédé l'entrée en vigueur de la norme européenne au 1^{er} septembre en matière d'homologation des véhicules neufs.

Les professionnels du secteur du **tourisme** jugent l'activité du dernier trimestre de 2018 stable malgré la hausse du nombre de passagers (hors transit) à l'aéroport (+3,8 %, CVS). Le nombre de croisiéristes est en repli par rapport à 2017 (-27,6 % en glissement annuel). Il atteint toutefois des niveaux toujours plus élevés qu'en 2016 avec près de 20 000 croisiéristes de plus. De même, le nombre de nuitées dans l'hôtellerie recule (-6,6 %, CVS), mais reste supérieur à celui de 2017.

Cependant, les chefs d'entreprise du secteur anticipent une dégradation de l'activité au premier trimestre 2019. Ils s'inquiètent de la progression de leurs charges et des tensions sur leur trésorerie. Face à ces difficultés, ils envisagent de réduire leurs effectifs.

L'activité des **autres services marchands** est stable au quatrième trimestre alors que les perspectives sont positives pour début 2019. Toutefois, les investissements du secteur devraient diminuer.

Immatriculations de véhicules neufs



LEGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE EN 2018

Selon l'édition de janvier 2019 des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale a très légèrement ralenti en 2018, à +3,7 % (après +3,8 % en 2017). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 s'établissent à respectivement +3,5 % et +3,6 %, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,1 point par rapport aux dernières perspectives d'octobre. Les tensions commerciales continuent de s'accroître tandis que les conditions financières se sont resserrées depuis l'automne. Les risques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine constituent également des facteurs d'instabilité.

Après une année 2018 dynamique (+2,9 %), la croissance américaine devrait ralentir en 2019 (+2,5 %) puis encore davantage en 2020 (+1,8 %), en lien avec la fin des mesures de relance budgétaire. La fermeture de l'administration fédérale a suscité des inquiétudes qui ont pesé sur les marchés financiers. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 2,25 - 2,5 % en décembre et prévoit un relèvement plus progressif des taux en 2019 et 2020.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2018, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. L'inflation continue de fléchir en fin d'année 2018 pour s'établir à 1,6 % en décembre, tandis que le taux de chômage s'établit à 7,9 %, son niveau le plus faible depuis octobre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 %, après une hausse de 2,4 % en 2017. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019 (+1,3 %) avant un léger rebond en 2020 (+1,6 %).

Selon l'Insee, la France a enregistré une hausse du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2018, une progression identique à celle du trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année, l'activité a augmenté de 1,5 % après +2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par un net fléchissement de l'investissement (+2,9 % après +4,7 %) et des exportations (+3,1 % après +4,7 % en 2017).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,9 % en 2018 après une hausse plus marquée en 2017 (+1,9 %). Cette décélération est principalement attribuable à une accumulation de catastrophes naturelles au cours de l'année. En 2019, la croissance devrait atteindre 1,1 % et serait stimulée par les effets du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie en 2018.

Enfin, la croissance demeure dynamique dans les pays émergents et en développement selon le FMI (+4,6 % en 2018 après +4,7 %). Pour 2019, les prévisions ont été revues à la baisse (+4,5 %), compte tenu notamment de contractions en Argentine et en Turquie et de la persistance des tensions commerciales mondiales qui pénalisent particulièrement les pays asiatiques.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 23 février 2019.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : T. COMBET
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2019 – Dépôt légal : avril 2019 – ISSN en cours